

Paris, le 20 septembre 2007

## COMMUNIQUE

### **Il n'y a rien à négocier dans le projet SARKOZY-MEDEF !**

Pour la plus grande satisfaction du MEDEF, M. Sarkozy, dans ses discours des 18 et 19 septembre, piétine allégrement toutes les solidarités et les droits conquis par les salariés. Dans la foulée de ses attaques contre le système de santé, il achève la casse des retraites amorcée en 1993 par son ami M. Balladur, généralisée en 2003 par son actuel premier ministre Fillon et s'en prend aujourd'hui aux régimes spéciaux pour mieux aligner toutes les retraites vers le bas dès le premier semestre 2008 : augmentation du nombre d'années de travail (42 ans dans un premier temps), diminution généralisée des pensions ... Il veut aussi contraindre les salariés à contracter des assurances vieillesse.

Il procède à des réductions drastiques du nombre de fonctionnaires, plus de 22 000 dès cette année dont 11200 dans l'éducation sans compter les milliers de précaires dont les contrats ne sont pas renouvelés. Il supprime progressivement les titulaires dans la fonction publique au profit de l'embauche de personnels sous contrats privés licenciables. Il parachève la déréglementation et transforme le service public en entreprise privée. Ces mesures sont l'expression d'un projet de société en rupture avec toutes les conquêtes sociales : le régime de retraite par répartition, les solidarités construites par les salariés dans le monde du travail. La précarité est accrue, les carrières sont individualisées, les rémunérations attribuées au mérite, les salariés mis en concurrence et divisés...

Derrière les valeurs de travail, de mérite et d'égalité des chances dont M. Sarkozy se réclame, se cache l'accroissement de la précarité, de la pauvreté et des inégalités sociales.

**Il n'y a rien à négocier dans le projet SARKOZY-MEDEF !**

Sud éducation Paris dénonce ce projet patronal et appelle à s'y opposer sans attendre.

Sud éducation Paris